

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 182 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2972 - Prix : 1€

Les attaques à repousser sont celles de Macron-Bayrou et du patronat !



Propositions du Medef : la santé des salariés menacée

Page 3

Le ras le bol des locataires de la SIDR de Saint-André

Page 6

Nouvelle-Calédonie : un accord pour prolonger la situation coloniale

Page 12

ÉDITORIAL

Les seules attaques à repousser, ce sont celles de Macron-Bayrou et du patronat !

Lors de son discours aux armées, dimanche 13 juillet, Macron a adopté un ton martial : « Pour défendre nos libertés, il faut être puissant, il faut être craint », a-t-il martelé. Et pour produire plus de missiles, plus de drones, plus d'obus, il a annoncé une augmentation supplémentaire de 6,5 milliards d'euros du budget militaire pour les deux prochaines années, soit le double de ce qui était prévu, et alors que Bayrou et tous les ministres rabâchent qu'il faut économiser 40 milliards.

Ce n'est pas la première fois que Macron, dont l'impopularité atteint des sommets, adopte la posture de chef de guerre pour tenter de susciter un réflexe d'union nationale derrière lui. Mais ce ne sont pas seulement des discours de circonstance. Avant Macron, le chef d'état-major des armées, le général Thierry Burkhard, est lui aussi monté en première ligne, énumérant, lors d'une conférence de presse le 11 juillet, les nombreuses menaces qui pèseraient sur le pays. « Je ne veux pas faire peur », a-t-il assuré, mais pourtant il s'agissait bien de ça ! « La Russie a désigné la France comme son premier adversaire en Europe », a-t-il déclaré... tout en reconnaissant que la France n'est pas menacée de « se faire attaquer directement et lourdement sur le territoire national ».

Tout ça n'est que propagande mensongère ! Les seules attaques que nous subissons ne viennent pas de Poutine ou d'un autre ennemi extérieur. Elles viennent de nos propres gouvernements : retraites, droits des chômeurs, remboursements maladie, elles se succèdent sans discontinuer.

Macron, Bayrou et leurs semblables osent prétendre se soucier de notre sécurité alors qu'ils s'attaquent à nos droits et mettent la vie de la population en danger ! Soumis depuis des années à l'austérité budgétaire, les hôpitaux, les Ehpad manquent dramatiquement de moyens. Les services d'urgence et les maternités ferment. Les services publics les plus utiles à la population sont sacrifiés.

On l'a encore vu récemment avec les incendies dans le sud de la France : aucune des promesses faites par Macron en 2022 d'augmenter les moyens de lutte et de prévention contre le feu n'a été tenue, et la flotte de Canadair ne compte toujours que 12 appareils vieux de 30 ans...

Les attaques contre les travailleurs viennent aussi des conseils d'administration des groupes capitalistes qui mènent une guerre sociale en intensifiant l'exploitation, en licenciant et en laminant les salaires. Non content d'esquinter les salariés au travail, le patronat vient de proposer ces derniers jours des mesures pour réduire le nombre d'arrêts maladie et le montant de leur indemnisation.

Avec l'aide des gouvernements à leur service, les capitalistes puisent dans les caisses de l'État et s'approprient chaque année plus de 200 milliards d'euros, qui leur sont versés sous prétexte d'aide aux entreprises, au lieu d'être investis dans la santé ou l'éducation.

Voilà les ennemis des travailleurs, ceux contre lesquels il faudra se défendre !

Quand Macron, ses ministres et ses généraux nous répètent qu'ils se préparent à faire la guerre, il faut les croire. Ils ne la feront pas pour défendre la liberté ou la sécurité de la population, mais pour servir, comme ils le font aujourd'hui, les intérêts d'une minorité de capitalistes, les rois de l'industrie et de la finance. Les appels au patriotisme et à la cohésion nationale sont destinés à conditionner la population pour qu'elle accepte de payer et de faire les frais de cette politique, avant de servir de chair à canon dans une guerre qui ne sera pas la sienne.

Le sort des travailleurs ne doit pas rester entre les mains des classes dirigeantes, de leurs gouvernements et de leurs états-majors qui sont leurs ennemis les plus féroces et se préparent à les saigner. L'avenir qu'ils préparent est celui que vivent déjà des millions de femmes et d'hommes plongés dans la guerre, en Ukraine, au Moyen-Orient et en Afrique.

Il faut exproprier les groupes capitalistes, à commencer par ceux qui travaillent pour la guerre, et confisquer leurs bénéfices pour consacrer ces milliards à embaucher dans les hôpitaux et dans les écoles, à construire des logements, à produire du matériel médical plutôt que des Rafale ! La société doit être dirigée par les travailleurs. C'est le seul espoir d'échapper à la catastrophe dans laquelle ceux qui dirigent enfoncent l'humanité.

Nathalie Arthaud

Propositions du Medef : la santé des salariés menacée

Quelques jours avant la présentation du plan d'économies budgétaires de Bayrou, les organisations patronales, le Medef et la CPME, avaient publié des propositions d'économies en matière de santé.

Les patrons n'ont pas cherché comment prévenir les maladies professionnelles ou éviter les très nombreux accidents du travail, liés aux conditions dangereuses qu'ils imposent aux salariés. Ils ne cherchent pas non plus comment mieux traquer ceux d'entre eux qui ne paient pas leurs cotisations à la Sécurité sociale. Non, leurs propositions, chiffrées à 6,5 milliards d'euros d'économies, s'appliqueraient aux dépens de la santé des salariés.

Les principales mesures avancées concernent les arrêts de travail. Si

leur coût a augmenté de 30 % entre 2019 et 2023, cela s'explique à 60 % par des raisons démographiques, par l'augmentation du nombre de salariés et leur vieillissement, par l'augmentation de certains salaires, et donc des indemnités journalières.

La réforme des retraites va dans le même sens, puisque les salariés sont obligés de travailler jusqu'à un âge où l'on tombe plus souvent malade.

Les organisations patronales veulent faire payer doublement les salariés, en leur remboursant moins les arrêts de travail. Elles réclament qu'un ou plusieurs jours de carence soient institués, et donc non remboursés, ni par l'assurance maladie ni par les employeurs. Elles souhaitent aussi « simplifier » le calcul des indemnités journalières versées par la Sécurité

sociale, en fait diminuer leur montant. Le plafond de ces indemnités journalières a d'ailleurs déjà été abaissé en avril dernier.

Le Medef ne manque pas d'idées sur les sacrifices qui pourraient être imposés aux salariés : les milliards qui remplissent les poches des grands patrons, grâce à l'exploitation des travailleurs, ne doivent surtout pas servir à combler les déficits.



Les capitalistes pleurent la bouche pleine

Les médias réunionnais ont consacré leurs pages économiques à la crise qui frapperait le secteur des concessions automobiles dans l'île.

Le Quotidien du 4 juillet dernier titrait ainsi : « Le marché au-

to toujours en marche arrière ».

On s'attend dans la suite de l'article à une chute brutale des ventes mais en fait elles sont passées de 12656 au premier semestre 2025 à 12996 au premier semestre 2024 (-2,62 %) !

Rien de dramatique donc pour

ces capitalistes qui continuent à vendre leurs véhicules entre 30 et 50 % plus cher que dans l'hexagone et qui, face à l'envolée des prix à La Réunion, ne concèdent qu'une augmentation nette de salaires de 40 euros à leurs salariés.



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

PLACE PAUL VERGÈS SAINT-DENIS

SAMEDI 2 AOÛT de 9H30 à 12H00

SAMEDI 16 AOÛT de 9H30 à 12H00

SAMEDI 30 AOÛT de 9H30 à 12H00



Plus faux cul que moi, tu meurs !

Dans la même édition du Quotidien, le président du Syndicat de l'Importation et du Commerce de La Réunion, Philippe Alexandre Reboah, explique doctement que « les hausses des prix ne proviennent

pas des marges, mais des normes » !

Il fait sans doute allusion aux centaines de milliers de voitures rappelées par les constructeurs pour cause d'airbags Takata mortels ou aux deux millions moteurs présentant

un danger de casse chez Stellantis !

Pour les consommateurs avec les capitalistes de l'automobile, c'est la double peine : le racket financier et le risque de laisser sa vie sur la route !

Ça roule pour eux !

La plupart des travailleurs sont contraints de se doter d'un véhicule et de s'endetter auprès des banques pour l'acheter s'ils veulent arriver au travail en temps et en heures.

Ce type d'achat n'est pas anodin, car il grève méchamment le budget

des familles des classes populaires.

Il existe pourtant une certaine catégorie d'individus dans le département de La Réunion réputé faire partie des départements les plus pauvres de France qui ne rencontrent jamais ce type de problème.

Tels sont ceux qui se porteront acquéreurs de la dernière BMW X3 commercialisée au prix de 86 900 € à 118 224 € ou de la nouvelle Porsche 911 commercialisée à partir de 238 900 € par le concessionnaire François Caillé...

Les vrais maîtres de la société ce sont eux !

La crise, les concessionnaires automobiles de La Réunion ne connaissent pas. La preuve ils font partie avec les banques des secteurs où la concentration financière est la plus forte.

Le groupe GBH contrôle ainsi 46

% des ventes d'automobiles dans l'île, mais avec ses homologues Caillé et CFAO le chiffre monte à 91 % !

Cette main mise de quelques familles de capitalistes sur un secteur important de l'économie explique à

elle seule la facilité avec laquelle ils peuvent se permettre d'imposer à la population laborieuse des prix aussi élevés.

Aides aux entreprises : quand on aime, on ne compte pas

Une commission sénatoriale, s'est penchée sur les aides aux grandes entreprises et a rendu son rapport le 8 juillet.

Les patrons d'une trentaine de ces grands groupes, ainsi que divers hauts fonctionnaires et un ministre, se sont donc succédé devant les sénateurs. Ils pouvaient bien raconter ce qu'ils voulaient sur les subventions reçues, et ne s'en sont certainement pas privés, vu l'absence de toute information fiable de la part de l'administration. Ses représentants ont, en effet, tous indiqué que personne n'est chargé d'évaluer ce que font les entreprises des aides qui leur sont versées, que personne n'a non plus la moindre idée, concernant par exemple les entreprises touchant le Crédit impôt recherche, du nombre ou même de l'existence de chercheurs en leur sein.

L'histoire des contrôles de Sanofi, qui s'est débarrassé du Doliprane im-

médiatement après avoir touché des subventions, est édifiante. Ils ont été effectués, en tout et pour tout, par trois agents de l'Inspection générale des finances, qui n'ont « absolument pas l'habitude » d'un tel travail. Enfin, on a pu apprendre que la mission des trois agents Sanofi rendait pendant ce temps totalement impossible tout contrôle d'une autre entreprise !

Quant au montant global de ces subventions aux capitalistes les plus riches, les évaluations proposées aux sénateurs, ont varié de 70 à 250 milliards d'euros, soit entre 12 et 43 % des dépenses totales de l'État, une bagatelle qui ne justifiait vraiment pas de s'accorder sur un chiffre un peu plus précis...

Le nombre de dispositifs d'aide est d'ailleurs évalué à 2 200, chaque gouvernement s'empressant d'en ajouter à ceux existant déjà. Mais alors que le gouvernement a annoncé la recherche de 40 milliards d'euros à économiser, toute dépense utile à la

population travailleuse est l'objet de continuel et médiatique questionnement. L'absence de chiffres concernant les milliards distribués aux grands groupes, montre que la fonction de l'argent public est de gonfler les profits et celle de l'État de servir les capitalistes.



14-Juillet : les fauteurs de guerre défilent

Le 14 juillet, Emmanuel Macron et son invité d'honneur, le président indonésien Prabowo Subianto, ont posé côte à côte devant des troupes françaises et indonésiennes, puisque c'est de ce côté que le gouvernement français se cherche un allié pour asseoir ses positions dans la région Indo-Pacifique.

Prabowo Subianto, patron et homme d'affaires, désormais président de l'Indonésie, a fait ses classes au sein de l'armée, où il a fini général. Il est responsable d'exactions qui ont causé la mort de milliers de personnes au Timor Oriental et en Papouasie, et il a aussi

dirigé la répression de manifestations en Indonésie.

Déjà invité en France en 2020, quand il était ministre de la Défense, c'est un bon client de la bourgeoisie française avec 5,7 milliards d'euros payés à Dassault pour l'achat de 42 Rafale en 2022, des commandes à Naval Group, Thales, Airbus et de nouvelles promesses d'achat d'armes faites en mai dernier. Ces contrats ouvrent au dirigeant indonésien les portes des cérémonies et des cabinets français, tout comme à Narendra Modi, Premier ministre indien et dirigeant autoritaire, qui vient de commander 26 Rafale pour affronter le

Pakistan.

Le gouvernement français est à la manœuvre dans l'Indo-Pacifique. En 2024-2025, il a déployé ses forces aéronavales dans l'arc indonésien pendant cinq mois, avec escales et points d'appui logistiques en Indonésie.

Emmanuel Macron a parlé dans son discours de défendre la liberté de la France. Aucune attaque du territoire français n'est en vue, mais l'armée française est déployée de l'autre côté de la planète pour aider les industriels à vendre des armes et préparer les futures guerres.

Très chère rentrée

Comme avant chaque rentrée, l'achat des fournitures scolaires est un véritable vide porte-monnaie pour les parents. L'école, sensée être gratuite, grève le budget des familles des classes populaires.

Cette année encore, les parents vont devoir se serrer la ceinture pour acheter les effets de leurs marmailles car les prix ont grimpé en moyenne de 2 % par rapport à l'an dernier tandis que l'allocation de rentrée scolaire n'a augmenté que de moins 8 euros !

Pour tenter de grappiller quelques euros, il faudrait faire le tour des magasins en comparant les prix qui peuvent passer du simple au double suivant les enseignes. Car en effet la grande distribution est libre de pratiquer les prix et marges exorbitants qu'elle juge profitables pour engraisser ses actionnaires.

Alors qu'au contraire il faudrait imposer la fourniture à prix coûtant de ce qui est nécessaire à l'éducation de tous les enfants.

Salaires en berne, prix en hausse,

gouvernement et patronat mériteraient une bonne correction !



Hausse de la pauvreté = condamnation de ce système

Selon une dernière étude de l'Observatoire des inégalités le fossé entre riches et pauvres s'agrandit d'année en année à La Réunion.

Les plus riches accumulent les millions en exploitant les travailleurs et tous les stratagèmes mis à leur disposition par la loi tandis que les plus pauvres, dont un nombre de plus en plus important de travailleurs, peinent à payer leur loyer, leur crédit à la consommation contracté auprès des banques faute de ressources financières suffisantes, et même de plus en plus à se nourrir.

Contrairement aux allégations mensongères des officines gouvernementales qui ne servent qu'à justifier les augmentations ridicules à un chiffre du SMIC et des minimas sociaux, l'inflation annuelle réelle est pour bien des produits de première nécessité à deux chiffres.

Dans ces conditions rien d'étonnant à ce que des centaines, voire des milliers de familles en soient à attendre après les aides apportées par les CCAS municipales.

La dernière distribution de lots alimentaires à Saint-Benoît avait vu affluer des centaines de pères et

mères de familles dans le besoin.

Le 16 juillet dernier, c'est le CCAS de Sainte-Suzanne qui distribuait 12 tonnes de carcasses de poulet à partager entre les Saint Suzannois considérés comme les plus pauvres. Sainte-Suzanne en compte 8 à 10 000 sur une population totale de 25 000 habitants, soit au moins un sur trois.

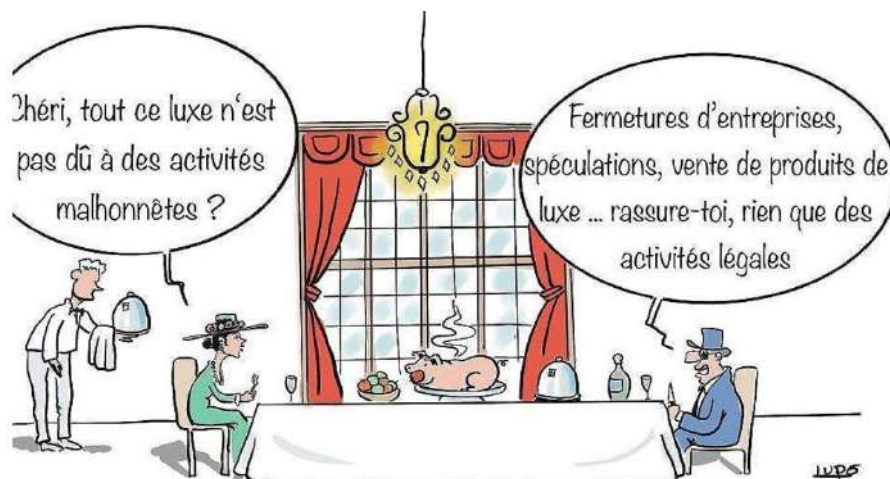
Laisser dans le besoin un tiers d'une population, voilà ce que les thuriféraires et profiteurs du système capitaliste appellent, avec tout le cynisme dont ils sont capables, « le moins mauvais de tous les systèmes » !

Grandes fortunes : classement des parasites

Dans le top 5 du classement Challenge des grandes fortunes professionnelles, on trouve toujours l'industrie du luxe (en tête la famille Hermès avec près de deux fois le budget de l'Éducation nationale), la cosmétique (famille Bettencourt-Meyers avec L'Oréal) et l'armement (famille Dassault).

Cette situation, les riches héritiers capitalistes la doivent à l'exploitation de générations des travailleurs et au cumul d'aides publiques.

Il n'y a que la révolution qu'ils n'auront pas volée !



Le ras le bol des locataires de la SIDR de Saint-André

Plusieurs dizaines de locataires des immeubles « Embruns » et « La Mer » situés chemin Fourchon, dans le quartier de Champ-Borne à Saint-André sont confrontés depuis des années aux fuites d'eau générant l'impossibilité d'occuper leurs salons, leurs cuisines et leurs chambres, mais aussi des moisissures à l'origine de maladies pulmonaires particulièrement dangereuses pour les enfants en bas âge et les personnes âgées ou porteuses de handicap.

Le passage de Garance a encore

amplifié toutes ces nuisances, mais cela n'a pas amené pour autant la SIDR à effectuer les réparations attendues.

Exaspérés par tant d'indifférence ces locataires, qui versent inutilement des loyers depuis trop longtemps, ont obtenu que le directeur de la SIDR, Pinsel, vienne s'expliquer de vive voix. Une réunion a donc eu lieu jeudi 10 juillet en présence de ce monsieur et du maire de Saint-André.

Pour ne pas changer Pinsel, tout en étant dans l'incapacité de nier les

faits, s'est bien gardé de proposer une juste indemnisation aux locataires comme par exemple l'exonération de loyers tant que les travaux ne sont pas réalisés.

Sa méthode consiste à mener en bateau les mécontents et au final de les avoir à l'usure comme il l'avait fait en 2024 face aux travailleurs du nettoyage de la SIDR du Port.

Souhaitons que les manifestant(e)s de Saint-André fassent preuve de vigilance et persévèrent dans leur mobilisation jusqu'à satisfaction de leurs exigences !

Fraude financière : le ministre complice

En 2018, des journalistes spécialisés dans la fraude financière avaient révélé que la haute finance avait trouvé des moyens de ne pas payer l'impôt sur les dividendes des actions.

Des années plus tard, après une tentative de limiter cette escroquerie, c'est le ministre des Finances lui-même qui vient de la légaliser en toute discrétion.

Parmi les innombrables trucs imaginés par les petits génies de la finance au service des grandes fortunes, il y avait un mécanisme

permettant de ne payer aucun impôt sur le dividende reçu sur une action d'entreprise. Consistant à vendre fictivement l'action à la veille du versement des dividendes pour la racheter immédiatement après, ce mécanisme avait été baptisé « cumcum », terme latin qui veut dire quelque chose comme « gagnant gagnant ». Rendu public, ce tour de passe-passe était devenu une des cibles des services fiscaux. Des députés ont fini par proposer une loi pour l'interdire.

Mais récemment, sous la pression de la Fédération française des banques, le ministre des Finances,

Éric Lombard, a préféré... accepter cette pratique, sous prétexte que sinon des capitaux quitteraient la Bourse de Paris pour aller se placer sur d'autres Bourses à l'étranger.

Voilà qui a le mérite de la clarté. Les capitalistes, dont les banques représentent les intérêts, ont de toute façon le dernier mot et le gouvernement ne peut que se soumettre. Certains députés, il est vrai, veulent faire passer le ministre devant une commission parlementaire, et peut-être se trouvera-t-il en difficulté. Les financiers, eux, n'ont rien à craindre.

Démagogie anti-musulmans : refusons la division !

Non satisfait du Conseil de défense organisé le 20 mai dernier pour examiner « l'entrisme et le séparatisme islamique », au cours duquel Retailleau lui avait volé la vedette, Macron a remis le couvert le 7 juillet. Cette fois-ci, Macron promet une nouvelle loi « avant la fin de l'été ».

Les mots « séparatisme » et « entrisme » accolés avec « islamisme », sont destinés à semer la crainte. Cette terminologie laisse entendre que des organisations musulmanes s'activeraient, cachées derrière des associations culturelles ou caritatives, pour prendre le pouvoir sur des quartiers, des villes, voire sur le pays tout entier... La loi annoncée est destinée à mieux contrôler les sources de financement et à faciliter la dissolution d'associations accusées de « séparatisme », ce qui ouvre la porte à tous les abus.

Que des militants religieux, mu-

sulmans, catholiques, évangélistes, juifs ou autres, agissent pour gagner de l'influence, promouvoir leurs conceptions rétrogrades et exercer leur emprise sur telle ou telle fraction de la population est une évidence. Mais ce n'est pas une spécificité de l'islam. En France, la religion qui dispose d'une multitude d'associations relais, de réseaux dans les institutions publiques, de la plus grande influence sur la jeunesse scolarisée et de financements multiples, est la religion catholique. Cet entrisme-là n'est jamais dénoncé par les politiciens qui ressassent leur haine de l'islam.

L'islamophobie distillée par les Macron, Retailleau, Bardella ou Le Pen est destinée à détourner la colère en fabriquant des boucs-émissaires, pour faire oublier aux travailleurs que les responsables du chômage, de la vie chère, du délabrement de certains quartiers et de la montée de la violence, sont avant tout les capitalistes qui suppriment des emplois,

bloquent les salaires, ferment des entreprises. Cette campagne permanente affaiblit le camp des travailleurs en les divisant selon leur religion, leur nationalité ou leur origine. Elle alimente la méfiance, le racisme et encourage les plus haineux à passer aux actes. Elle pousse une fraction des classes populaires dans les bras de l'extrême-droite qui, si elle arrivait au pouvoir, continuerait de les piétiner. Elle pousse aussi au repli communautaire ceux qui en ont ras-le-bol d'être stigmatisés à cause de leur religion. Ce repli renforce le « séparatisme » que prétend combattre le gouvernement.

Avant d'être chrétiens, juifs, musulmans ou athées, les travailleurs ont en commun d'être exploités par des capitalistes, dont la principale religion est l'amour du profit. Plutôt que de se laisser diviser, les travailleurs doivent faire bloc contre les exploiteurs et leurs larbins politiques.

Fûts immergés : irresponsabilité nucléaire

La question des déchets radioactifs et de leur dangerosité était connue dès les débuts de l'exploitation industrielle de cette source d'énergie, à partir de 1945.

Les industriels, les scientifiques et les États ont alors préféré aller au plus simple et traiter ces déchets comme ils avaient traité les munitions en surplus et les navires de guerre désarmés, en les coulant au large. Ce n'était parfois pas très loin, comme l'attestent les cartes marines qui signalent des « explosifs immergés », à quelques kilomètres des côtes bretonnes et britanniques.

Un moratoire sur la constitution de ces poubelles radioactives fut bien envisagé en 1975, mais l'interdiction définitive n'est intervenue qu'en 1993. Dans l'intervalle, 14 pays avaient eu le temps de constituer 80 décharges marines. La France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Suisse et la Belgique ont ainsi coulé

200 000 fûts, à 4 000 mètres de profondeur dans divers sites de l'Atlantique du nord-est.

Le 11 juillet, une expédition scientifique est rentrée à Brest après avoir contrôlé quelques-uns de ces fûts, qui ont depuis longtemps dépassé la date de péremption. Selon son premier rapport il n'y aurait pas de catastrophe immédiate en vue, mais il faut encore analyser les échantillons d'eau et les organismes vivants prélevés autour des décharges. Une autre expédition est prévue pour l'an prochain.

L'argument des responsables civils et militaires, avant 1993, consistait à dire que le fond de l'océan est un désert sans vie et que l'eau constitue une bonne protection contre les radiations. C'est le même type d'argument fallacieux qu'utilisent aujourd'hui les entreprises qui veulent faire des recherches minières dans les fonds océaniques. La seule vraie raison est que la recherche du

profit passe avant toute considération. Or, la construction de centrales nucléaires a été et reste une affaire très profitable.

Pour ce qui est des conséquences, au mieux, il se trouvera une équipe de scientifiques, en général financés sur fonds publics, pour inventer une solution. Et au pire... personne ne sait.



lframer

Macron-Starmer : un accord sordide

Jeudi 10 Juillet, Emmanuel Macron et Keir Starmer ont signé un nouvel accord de lutte contre l'immigration, et en premier lieu celle qui s'effectue à travers la Manche.

En période de crise, la démagogie anti-migrants est pour les dirigeants politiques un bon dérivatif à la colère de la population et c'est donc pour s'afficher une fois de plus en hommes à poigne que ces deux dirigeants se sont rencontrés. Ils ont abouti à un accord « un entrant pour un sortant » : pour chaque migrant éligible à la régularisation outre-Manche, la Grande-Bretagne pourrait renvoyer vers la France un demandeur d'asile arrivé illégalement. Bien loin de lutter contre les réseaux de passeurs, comme l'affirment Starmer et Macron, cet accord s'apparente à

un échange de prisonniers.

Profitant aussi d'une publicité révoltante de la semaine précédente, la vidéo montrant des gendarmes français lacérant un bateau pneumatique rempli de migrants, Macron a négocié une rallonge aux millions d'euros de subventions que la Grande-Bretagne verse à la France pour empêcher les traversées. Cet accord en dissuadera-t-il certains de tenter le voyage, comme le prétendent les deux démagogues ? Rien n'est moins sûr. Qu'ils viennent du Soudan, d'Afghanistan, du Sénégal, d'Ukraine... les migrants fuient la misère, le chômage, la guerre que le capitalisme sème aux quatre coins du monde. Depuis début 2025, ils sont 20 000 à avoir traversé la Manche au péril de leur vie pour rejoindre l'An-

gleterre. Ce nombre est en augmentation de 50 % par rapport à la même période l'année dernière. Risquer leur vie en traversant les quelques dizaines de kilomètres de la Manche n'est que l'ultime étape d'un périple de plusieurs années.

On ne peut qu'être révolté face à des politiciens comme Macron, qui bloquent les migrants aux frontières quitte à ce qu'ils se noient, capable de discuter le jeudi de la façon de se débarrasser d'eux, et de poser le dimanche en défenseur de la liberté.

S'il est une liberté en danger aujourd'hui, c'est celle de circuler pour les travailleurs dans le monde entier, et ce sont les dirigeants des pays riches les premiers responsables.

Macron en Angleterre: marche militaire

À l'issue de la visite de Macron en Grande-Bretagne, après les ronds de jambes et les carrosses dorés, les gouvernements français et britannique ont annoncé une coopération renforcée, notamment dans le domaine militaire.

Ils ont affirmé, sans rire, qu'ils allaient renforcer le nucléaire militaire - pour eux - tout en agissant pour la non-prolifération des armes de ce type - pour les autres. Ils comptent également renforcer la production de missiles fabriqués par MBDA, la

commande de missiles de croisière, et le développement de plusieurs autres armes de guerre.

Quand les brigands s'arment jusqu'aux dents, c'est toujours contre les travailleurs.

DANS LES ENTREPRISES

Décès d'un travailleur combattif : un combat à continuer !

Employé successivement depuis 25 ans par plusieurs entreprises de nettoyage sous traitantes de la SIDR au Port, un ouvrier, militant syndical CGTR, est décédé le 13 juin 2025 à l'âge de 54 ans d'une crise cardiaque juste avant d'aller prendre son travail, après avoir subi de multiples pressions de sa direction.

En effet, ce travailleur s'opposait aux abus patronaux. Apprécié de ses camarades de travail et des locataires de la SIDR du Port il avait en février/mars 2024 mené un combat de plusieurs semaines contre la menace

de perte de son emploi et de celui d'une dizaine de ses camarades de travail suite à la décision de la SIDR de retirer le marché de l'entretien de ses immeubles à ses sous traitants pour le faire reprendre par ses services. Sa détermination avait permis à certains de ces travailleurs de sauvegarder leur gagne pain en CDI, aux mêmes conditions de salaires et d'horaires qu'avant.

Il y a quelques semaines il venait de s'opposer à la décision vengeresse de sa direction qui cherchait à l'isoler en le mutant, sans ordre écrit,

sur un autre chantier de nettoyage que celui de la SIDR

Comble de la goujaterie et du mépris patronal, le jour même de son décès, un représentant de la direction s'est rendu chez sa veuve pour exiger la restitution des clés des immeubles dans lesquels il travaillait.

Le meilleur hommage à lui rendre serait de reprendre à sa suite le flambeau de la résistance à l'exploitation capitaliste !

Sommet des Brics : la lutte de tous contre tous

Le dix-septième sommet des Brics, les pays emmenés par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud pour tenter de faire pièce aux vieilles puissances impérialistes sur le marché mondial, s'est achevé à Rio, le 7 juillet.

D'après les règles de la démocratie formelle, telle qu'enseignée dans les cours d'instruction civique et morale, les Brics, qui représentent la moitié de la population du globe et le tiers de la production totale de richesses, devraient avoir voix au chapitre dans les affaires du monde. Mais, en économie comme ailleurs, les plus riches l'emportent, en l'occurrence les puissances impérialistes et, avant tout, leur chef de file, les États-Unis. Devant les menaces douanières et tarifaires de ces derniers, les Brics en sont réduits, dans leur déclaration finale, à regretter les « mesures douanières unilatérales »,

sans même oser nommer celui qui les prend au nom du capital américain, Donald Trump.

Mais le protectionnisme n'est pas une exclusivité américaine et les Brics ne sont pas confrontés au seul impérialisme états-unien. Ainsi, lorsque le brésilien Lula dénonce le « protectionnisme dissimulé par des motifs environnementaux », il ne vise pas Trump qui n'utilise pas ce genre d'hypocrisie sucrée, mais l'Union européenne, qui rechigne à finaliser le traité de libre-échange négocié avec le Mercosur.

Dans cette lutte de tous contre tous, les Brics ne parviennent pas à présenter un front uni et chacun négocie de son côté ses tarifs douaniers avec les États-Unis comme avec l'Union européenne, voire avec chacun de ses membres. En particulier, Xi Jinping, le président chinois, avait choisi démonstrativement de ne pas être à Rio.

Toute prudente que soit la déclaration finale du sommet de Rio, Trump lui a immédiatement répondu. Le président milliardaire a qualifié cette réunion d'antiaméricaine et a promis d'augmenter de 10 % les taxes douanières de tout pays qui la suivrait. Pourquoi pas 20, 50 ou un montant tiré au sort sur un parcours de golf ?

De toute façon, les Brics ne sont pas plus capables de s'unir et d'avoir une politique commune que les pays européens, et pour les mêmes raisons. Chaque bourgeoisie, petite ou grande, se bat pour sa part du profit mondial et ne peut le faire que derrière ses frontières, contre toutes les autres et, avant tout, contre les exploités. À ce jeu-là, ce sont aujourd'hui les États-Unis qui gagnent, au prix d'un appauvrissement général des travailleurs, y compris américains, et en courant à la conflagration guerrière.

ÎLES ÉPARSES

Non à la mainmise de l'impérialisme français !

Lundi 30 juin, s'est réunie à Paris une commission mixte franco-malgache chargée de surmonter l'opposition entre les deux pays au sujet des îles Éparses. Elle s'est terminée sans solution, la France ne voulant pas restituer ces îles à Madagascar.

Ces îles très petites, inhabitées, sont situées dans le canal du Mozambique, entre la côte africaine et l'île de Madagascar. Elles permettent à la France d'être présente dans une zone stratégique notamment pour le commerce des hydrocarbures entre le Moyen-Orient, l'Europe et l'Amérique, et de posséder une ZEE (zone économique exclusive) de 640 000 km² autour des îles, intéressante

pour la pêche, mais aussi depuis qu'un immense gisement gazier y a été découvert. C'est pour cela que l'État français s'accroche à ces îles situées à des milliers de kilomètres de Paris, et très logiquement revendiquées par Madagascar.

Juste avant l'indépendance de Madagascar, en 1960, l'État français avait rattaché ces îles au ministère des Outremers par décret. La France a ignoré la résolution de l'ONU de 1979 demandant la rétrocession des îles à Madagascar.

Une commission franco-malgache avait été créée en 2019, et ne s'était plus réunie depuis. Le voyage de Macron à Madagascar en avril avait été l'occasion de programmer une

nouvelle réunion, mais juste pour la communication. Les dirigeants actuels de l'impérialisme français sont bien les dignes héritiers de l'époque coloniale.



Inondation meurtrière

Le bilan de la crue brutale du fleuve Guadalupe, au Texas, est de plus de 200 morts. En moins de deux heures, le niveau de l'eau est monté de 9 mètres, au moment où le nombre de vacanciers au bord de la rivière était le plus élevé.

Ajoutant à l'horreur de la tragédie, plusieurs dizaines de victimes sont des fillettes, prises au piège dans une colonie de vacances chrétienne, installée en zone inondable, près du fleuve.

Ce phénomène météorologique était exceptionnel, mais pas imprévisible. Aux États-Unis, cette région est surnommée « Flash Flood Alley » (l'allée des crues éclair) car elle est la plus sujette à ce type de crue. En 1987, ces crues avaient emporté un bus scolaire, tuant dix enfants, et en 1998, elles avaient provoqué la mort de 31 personnes.

Cette fois-ci, le NWS, l'or-

ganisme de météorologie nationale américain, a attiré l'attention sur le danger la veille. Plusieurs heures avant l'évènement, il a envoyé des messages d'alerte sur les téléphones portables dans une zone pas entièrement couverte par les réseaux. Aucune évacuation n'a été organisée par les autorités.

Les responsables de la gestion des urgences, à l'échelle de l'État du Texas, expliquent avoir transmis les alertes, rejetant la responsabilité de la décision des évacuations sur les élus locaux, qui, eux, ont négligé d'installer des sirènes le long de la rivière par économie. Le NWS est critiqué pour n'avoir pas anticipé l'ampleur exceptionnelle de la crue. Mais cela ne risque pas de s'améliorer après la décision prise par Trump ces derniers mois de supprimer 600 postes.

Les climatologues ont montré que ce type d'événement extrême risque

de devenir courant avec le réchauffement climatique, et qu'il faut s'y préparer. Mais l'organisation sociale actuelle est tout aussi incapable de le faire que de limiter les émissions de gaz à effet de serre à l'origine du réchauffement.

Au Texas, les grandes entreprises bénéficient d'un taux d'imposition minimale qui en fait un eldorado pour les compagnies pétrolières et les rapaces comme Musk, qui y a installé le siège de Tesla. Le Texas est le deuxième État le plus riche du pays le plus puissant du monde, dont les satellites surveillent en permanence toute la planète et dont l'armée peut intervenir n'importe où, mais qui est incapable protéger sa population et veut dépenser le moins possible pour les risques climatiques.

L'extrême droite israélienne veut museler l'opposition

Le 14 juillet, la Knesset, le Parlement israélien, a rejeté la motion scélérate visant à destituer le député arabe Ayman Odeh, chef de la coalition Hadash-Ta'al, qui inclut notamment le Parti communiste israélien.

Depuis des mois, les politiciens d'extrême droite, soutiens de la politique d'extermination du peuple palestinien menée par la coalition Netanyahu, cherchent à faire taire les voix pacifistes et arabes à la Knesset. Ayman Odeh, qui ose dénoncer le terrorisme d'État israélien et le génocide à Gaza, a été physiquement menacé et expulsé de la tribune parlementaire. La tentative de le destituer s'appuyait sur un message publié en janvier 2025 sur X, où Odeh saluait la libération simultanée d'otages israéliens et de prisonniers palestiniens – femmes et enfants détenus sans procès – dans le cadre



EURONEWS

d'un cessez-le-feu. Il écrivait : « Nous devons libérer nos deux peuples du joug de l'occupation. » Une déclaration jugée inacceptable par la droite et le centre, qui y ont vu une rupture de l'union sacrée.

Dans la société israélienne, l'affaire semble avoir suscité une émotion réelle et de nombreux rassemblements. Une partie des Israéliens estime qu'on ne peut priver 21 % de la population, constituée par

les Arabes israéliens, de leurs droits élémentaires, ni laisser perdurer un génocide tout en prétendant maintenir les apparences d'une démocratie. Et loin de se laisser museler, Odeh a réaffirmé sur X : « Cette démarche est fasciste et raciste. Le combat est entre l'égalité juive-arabe et la suprématie juive. Nous ne renoncerons jamais. »

Pendant que Trump parle de paix, son allié Netanyahu extermine un peuple

Commencées le 6 juillet, les négociations indirectes pour tenter d'aboutir à une trêve à Gaza se poursuivent à Doha, la capitale du Qatar, entre les émissaires israéliens et ceux du Hamas. Pendant ce temps la guerre se poursuit et que la famine s'aggrave dans l'enclave palestinienne. La possibilité d'un cessez-le-feu de 60 jours a certes été évoquée, afin de permettre un échange d'otages israéliens détenus par le Hamas à Gaza contre des Palestiniens emprisonnés en Israël. Mais la conclusion d'un accord s'est heurtée à l'intransigeance de Netanyahu et à son refus d'envisager la fin de l'occupation militaire de Gaza.

Le ministre de la Défense israélien a été plus loin encore en proposant, le 7 juillet, la création dans le sud de la bande de Gaza d'une prétendue « ville humanitaire » qui serait édifiée à la place de la ville de Rafah, complètement rasée par les bombes et les bulldozers. Destiné à accueillir sous le contrôle de l'armée israélienne l'ensemble de la population civile de Gaza, soit plus de deux millions de personnes, ce site s'apparenterait en fait à un gigantesque camp de concentration. L'ext-

rême droite israélienne, dont le programme se résume à vouloir expulser les Palestiniens de Gaza, soutient ce projet que le gouvernement n'a pas repris officiellement à son compte. Mais le simple fait que l'un de ses principaux ministres ait pu le proposer en dit long sur les perspectives des dirigeants israéliens.

Depuis le mois de mars, une cinquantaine d'enfants sont morts de faim et, d'après l'Unicef, durant le seul mois de mai, plus de 5 000 enfants âgés de 6 mois à 5 ans ont été admis pour traitement contre la malnutrition aiguë.

Du côté israélien, le nombre de victimes s'allonge aussi, même si c'est dans une moindre mesure. Depuis octobre 2023, 450 soldats ont trouvé la mort et les combats se poursuivent dans les ruines de Gaza, démontrant que le Hamas n'a pas du tout été éradiqué, malgré ce que prétend Netanyahu. Face à cet enlèvement militaire, une opposition commence à s'exprimer au sein de la population israélienne. Lors de l'enterrement d'un soldat tué le 7 juillet, l'un de ses proches a déclaré : « *Tu as été un soldat courageux dans une guerre sans but.* » Des milliers d'Is-

raéliens ont de nouveau manifesté samedi 12 juillet à Tel Aviv, critiquant le refus du gouvernement de conclure un cessez-le-feu pour permettre le retour des otages. Mais certains dénonçaient aussi « *un génocide [commis] à une heure de route d'ici* ».

Le seul espoir de sortir de l'impasse actuelle est une mobilisation de la population israélienne contre son propre gouvernement. En revanche, aucune véritable paix ne pourra sortir des négociations qui se mènent sous la houlette des grandes puissances qui ont dressé les peuples de la région les uns contre autres, et qui continuent d'appuyer l'État israélien, gendarme de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient.



INDE

Grève contre le démantèlement du code du travail

Mercredi 9 juillet, en Inde, l'activité économique a été notablement perturbée, en particulier la circulation des trains et les services bancaires.

Les syndicats avaient appelé à une grève lors de cette journée baptisée Bharat Bandh (« barrage de l'Inde ») pour s'opposer au projet de loi des « quatre codes du travail ». Sous prétexte de favoriser le déve-

loppement économique, d'attirer des investisseurs étrangers, etc., le gouvernement de Narendra Modi veut permettre aux entreprises d'imposer légalement des journées de 12 heures, de licencier plus facilement et de moins subir de normes environnementales. Dans cet immense pays, 60 % de la main-d'œuvre, surtout dans les campagnes, travaille sans contrat écrit, 10 heures par jour, pour environ 70 euros men-

uels, malgré un salaire minimum officiel de 200 euros. Revoir à la baisse la législation ne ferait qu'aggraver la situation de l'ensemble des travailleurs.

Des dizaines de millions de travailleurs – 100 millions selon les syndicats – ont participé à cette grève, ce qui montre en tout cas l'énorme force potentielle de la classe ouvrière.

Un accord pour prolonger la situation coloniale

Samedi 12 juillet, après dix jours de négociations sous l'égide de Macron et de Valls, l'État français et l'ensemble des partis calédoniens, indépendantistes comme anti-indépendantistes, ont signé un accord jetant les bases d'un « État de la Nouvelle-Calédonie ».

Les mots sont soigneusement choisis pour donner l'illusion d'une souveraineté calédonienne. Le trait essentiel est en effet que cet « État de Nouvelle-Calédonie » serait un État au sein de l'État français, l'impérialisme français prouvant une fois de plus qu'il n'est pas question pour lui de lâcher cette colonie qu'il possède depuis plus de 170 ans. Concrètement, ce nouveau statut mettrait fin aux référendums à répétition, un gage de stabilité pour la bourgeoisie, ces référendums étant l'occasion de mobilisation des Kanaks. Ce statut augmenterait quelque peu l'autonomie dont bénéficient les institutions calédoniennes mais tout en laissant l'essentiel, les fonctions dites régaliennes, l'armée, la police et la justice, entre les mains de l'État français. L'accord prévoit d'introduire une citoyenneté calédonienne, s'ajoutant à la nationalité française. Elle permettrait au gouvernement calédonien de représenter le territoire dans les institutions internationales et auprès d'autres États.

Tout cela reste donc surtout sur le terrain de l'étiquette et de la présence. Si les partis anti-indépendantistes ont signé cet accord, c'est parce que ce mécanisme de transfert des compétences régaliennes des mains du gouvernement français vers

celles du gouvernement calédonien est de fait verrouillé. Ils ont obtenu que la province Sud, celle où ils sont largement majoritaires, gagne encore en représentation, que les évolutions se fasse avec une majorité de trois cinquièmes de l'Assemblée législative calédonienne, le Congrès, et que le corps électoral élisant ce Congrès soit élargi d'environ 20 000 résidents de Nouvelle-Calédonie qui ne pouvaient voter jusque-là pour les institutions locales.

Ainsi l'élargissement du corps électoral, qui rend les Kanaks toujours minoritaires dans leur propre pays, que la droite avait obtenu de Macron pour assurer ses positions dans les institutions de l'archipel, et qui avait été le déclencheur de l'explosion de colère du 13 mai 2024, est finalement entériné. Les partis indépendantistes ont néanmoins signé l'accord parce que, sur le fond, les notables à la tête de ces partis sont devenus des gestionnaires d'une économie largement dépendante de la bourgeoisie française et caldoche. Ils en sont les intermédiaires et partisans pour cela de la paix sociale, d'autant plus que l'État français leur a promis de relancer l'économie locale et de soutenir la filière nickel qui est en partie entre leurs mains.

Ce statut reste encore à être accepté par les Calédoniens par référendum début 2026. Macron a donc demandé aux signataires d'en assurer la promotion dans l'archipel et la partie est pour eux loin d'être gagnée. À droite, il est reproché aux loyalistes d'avoir accepté l'introduction d'une citoyenneté calédonienne à côté de la citoyenneté française. Du

côté des Kanaks, l'acceptation de fait de l'élargissement du corps électoral a déjà été dénoncée par certains militants comme ce qu'elle est, une trahison.

En tout cas, ce ne sont pas les travailleurs, les pauvres, Kanaks ou « petits Blancs », qui trouveront leur compte dans un tel accord qui n'a d'autre raison d'être pour la bourgeoisie française que de ravalier la façade de son colonialisme pour pouvoir le prolonger. Mais tant qu'elle et son système domineront, elle n'empêchera pas l'éclatement de nouvelles révoltes.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audios-LO www.lutte-ouvriere-audio.org